

Pour superviser l'accord de paix signé entre le gouvernement et la RENAMO

# Le secrétaire général de l'ONU propose l'envoi d'une force de 7 500 hommes au Mozambique

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a proposé, lundi 7 décembre, la création d'une force de maintien de la paix au Mozambique. Celle-ci aura pour mission de superviser l'accord de paix, signé le 4 octobre dernier, par le gouvernement mozambicain du président Joaquim Chissano et la rébellion armée de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), dirigée par M. Alfonso Dhlakama.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Si la composition de l'opération des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ) est approuvée par le Conseil de sécurité dans les termes proposés par le secrétaire général, ce sont cinq bataillons de 850 hommes chacun, appuyés par différentes unités, notamment médicales, par plus de 350 observateurs militaires, environ 130 policiers et 1 200 civils - pour superviser les élections - qui seront affectés à cette opération de « type Cambodge ».

Ces personnels militaires et civils seront chargés de surveiller l'application du cessez-le-feu entériné par le Parlement mozambicain à la mi-octobre, d'opérer le désarmement et la démobilisation des unités combattantes, de démanteler les milices armées, de s'assurer du retrait des soldats étrangers (en particulier du Zimbabwe), de former une nouvelle armée nationale, d'assurer, enfin, la conduite d'élections libres et la sécurité des secours humanitaires.

Au total, une opération très ambitieuse « que personne n'osera refuser mais qui tombe mal, quelques jours seulement après l'action d'envergure entreprise en faveur de la Somalie », constate un diplo-

mate occidental, conscient que les dépenses qu'occasionnera ce nouveau plan de paix n'iront pas sans grincements de dents. Mais, dans ce type d'intervention, les économies initiales s'avèrent ultérieurement bien coûteuses, ainsi que le démontre l'exemple de l'Angola où seulement 350 observateurs militaires ont été dépêchés pour surveiller un processus électoral dont l'issue contestée a replongé le pays dans le chaos. De même en Somalie où, en février dernier, le Conseil de sécurité avait jugé suffisant l'envoi d'une cinquantaine d'observateurs militaires. On connaît la suite.

## Eviter de répéter les erreurs de l'Angola

« Au départ, beaucoup de pays pensaient que le schéma angolais préparé par l'ONU aurait pu ensuite être appliqué au Mozambique. Mais l'opération a échoué, et il nous faut en tirer les conséquences », constate, dans un entretien accordé au Monde, M. Aldo Ajello, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Mozambique, où il a observé les ravages causés par seize années de guerre civile, de famine et de sécheresse.

« Nous devons à tout prix réussir l'opération Mozambique et pour cela y consacrer les moyens nécessaires. C'est important pour ce pays, bien sûr, mais aussi pour l'Afrique tout entière », fait valoir cet ancien parlementaire socialiste italien. Dès sa première visite à Maputo, le 15 octobre dernier, M. Ajello affirme avoir constaté une situation très tendue entre les deux parties qui, malgré l'accord de paix qu'elles venaient de signer, continuaient à « ne pas se parler ».

Mais, ajoute-t-il, il existe « un certain nombre de conditions favorables qui pourraient aboutir à un processus de paix, tout simplement parce que, dans les camps, on y a intérêt ». M. Ajello déclare que « la différence de la Somalie où chaque bande armée croit encore

qu'elle peut l'emporter, au Mozambique, Afonso Dhlakama (le chef des rebelles de la RENAMO) sait qu'il peut continuer à faire la guerre mais il sait aussi qu'il ne la gagnera pas. Le choix qui lui est maintenant offert est, soit de se transformer en parti politique, soit de s'enfuir dans le bush pour y poursuivre une guérilla sans espoir. De son côté, le gouvernement de Joaquim Chissano sait qu'il ne peut pas perdre cette guerre mais qu'il lui sera très difficile de la gagner vraiment. Tout le monde a donc intérêt à faire la paix. Il s'agit simplement de faire en sorte que, pour chacune des deux parties, le prix politique à payer ne soit pas trop élevé ».

Pour l'instant, avec le vote, début octobre, de la résolution 782, le Conseil de sécurité n'a autorisé l'envoi à Maputo que d'une vingtaine d'observateurs militaires. Nommé dans le cadre de cette même résolution, M. Ajello a élaboré « un plan intégré » en quatre points (militaire, politique, humanitaire et électoral) dont l'essentiel figure dans le rapport transmis au Conseil, qui en discutera le 9 décembre.

« L'acheminement de l'aide humanitaire est vital pour ramener la paix civile et j'ai tout mis là-dessus, y compris les soutiens militaires nécessaires », explique-t-il. Ce sont ces militaires, aidés d'ingénieurs et de démineurs qui devront garantir la sécurité des convois destinés aux quarante-neuf points de rassemblement, répartis sur tout le territoire et dont la liste a déjà été dressée. C'est dans ces points qu'interviendront non seulement la remise des secours aux populations, mais aussi les opérations de démobilisation et de réintégration dans les villages des soldats démobilisés. Après cette dernière phase, seulement, on pourra envisager d'organiser des consultations électorales. On ne mène pas une campagne pour des élections « libres et pluralistes » comme le préconise l'accord de

paix, avec des gens en armes à tous les coins de rues. »

La première phase, à savoir le déploiement de la force de l'ONU et l'acheminement des secours, pourrait être bouclée en neuf semaines, affirme M. Ajello. La seconde étape, plus délicate, à savoir la démobilisation et la constitution d'une nouvelle armée mozambicaine composée de soldats gouvernementaux et d'anciens rebelles, puis l'annonce du processus électoral, pourrait prendre une dizaine de mois.

Prudemment, le représentant spécial préfère envisager un étalement du plan de paix sur dix-huit à vingt-quatre mois, « si tout marche bien... ».

SERGE MARTI

□ ZAÏRE : la conférence nationale a achevé ses travaux. - La conférence nationale, réunie depuis près de deux ans à Kinshasa, a achevé ses travaux, dimanche 6 décembre, au lendemain de la nomination des 453 membres du Haut Conseil de la République (HCR, assemblée provisoire), à la tête duquel Mgr Laurent Mosengwo, archevêque de Kisangani, a été élu par acclamation. Le président Mobutu n'a pas participé à la cérémonie de clôture. - (AFP.)

□ ALGÉRIE : le Front des forces socialistes dénonce le couvre-feu. - Le Front des forces socialistes (FFS) de M. Aït Ahmed a dénoncé, lundi 7 décembre, dans un communiqué, le couvre-feu en vigueur depuis samedi à Alger et dans six départements limitrophes. « Le pouvoir affirme vouloir se donner les moyens de lutter contre l'intégrisme et le terrorisme. L'objectif déterminant est tout autre. L'alibi sécuritaire vise en fait à étouffer toute opposition politique et toute contestation organisée », écrit ce parti d'opposition. - (Reuter.)